

(N° 172.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 JUIN 1903.

**Projet de loi portant érection de la commune de Nadrin
(province de Luxembourg) (1).**

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. HENRY DELVAUX.

MESSEURS,

Les sections de Nadrin, Ollomont et Filly, dépendant de la commune de Wibrin, demandent à être séparées de celle-ci et érigées en commune distincte.

La population a réclamé le démembrement par des pétitions répétées et le Conseil communal s'est, le 9 septembre 1900 et le 18 juin 1901, déclaré unanimement favorable.

L'examen du dossier ne relève aucune opposition au vœu des habitants, si ce n'est le rapport adressé à M. le gouverneur du Luxembourg, par M. le commissaire de l'arrondissement de Bastogne, sous la date du 6 mai 1901.

Il est intéressant de relever toutefois que cet honorable fonctionnaire constate les divers points que voici :

1^o Au point de vue de la voirie, le village d'Ollomont « a été peu favorisé » et « il y a de ce côté une réparation due ».

2^o La commune de Wibrin, réduite aux proportions que le projet lui assigne, posséderait des coupes assouagères dont la valeur en vente excéderait de 320 francs les dépenses ordinaires.

3^o La nouvelle commune de Nadrin, Ollomont Filly, posséderait des coupes assouagères dont la valeur en vente excéderait de 600 francs les dépenses ordinaires.

(1) Projet de loi, n° 75.

(2) La Commission, présidée par M. Cousot, était composée de MM. Henry DELVAUX, LORAND, MÉLOT, TROCLET.

- 4^e Les territoires des sections sont nettement distincts.
 5^e Elles ont leurs biens et leur bois séparés.
 6^e Elles forment de part, et d'autre, des circonscriptions paroissiales complètement outillées.
 7^e Elles constituent de même des circonscriptions scolaires, complètement outillées.
 8^e Le territoire et la population se prêteraient aussi à la division; la commune de Wibrin, nouvelle, comprendra 772 habitants, dont 195 électeurs, avec une étendue de 2,478 hectares; la commune de Nadrin-Ollomont-Filly, aura 498 habitants, dont 113 électeurs, et le territoire comportera 3,482 hectares;

9^e Le réseau des chemins vicinaux est assez complet pour que la séparation ne préjudicie notablement à aucune section;

10^e Les éléments d'administration se rencontreraient dans les deux tronçons, dans la mesure habituelle aux communes d'importance semblable.

Nonobstant ces constatations, Monsieur le Commissaire d'arrondissement conclut en ces termes :

« A ces divers points de vue, je le répète, la division paraît admissible » et je m'y rallieraient, n'étaient les considérations financières, primordiales » en l'occurrence, et le sentiment général ou indifférent ou défavorable.

» Pour ces raisons, je suis hostile au démembrement en ce moment et » je ne changerai d'avis que si l'expérience me prouvait que la continuation du ménage commun est devenu impossible et constitue pour l'une » des parties, le déni de justice comme on le dit, à tort selon moi.

La situation financière apparaît sous un jour très différent à M. le député permanent Maréchal, chargé d'instruire la demande en séparation.

Il estime que le noeud de la question gît dans *une inéquitable et maladroite administration des affaires*, et, dans un rapport documenté et suggestif, il s'en explique comme suit :

« Le budget de 1900 accuse, pour les sections de Nadrin-Ollomont et Filly, un excédent de recettes de fr. 8,818.79, soit, à 18 francs près, le montant exact de la somme redue en ce moment à l'entrepreneur qui a construit, en ces dernières années, leur école des filles. Or, la commune s'est appropriée cet avoir, comprenant une partie des subsides versés pour la construction; elle s'en est servi pour payer, dit-elle, d'autres dettes plus ériardes, et la malheureuse section, dont l'argent était prêt, mais n'a pas reçu de destination, verse à l'entrepreneur, depuis la réception des travaux, un intérêt annuel de 5 1/2 p. c.

« Malgré les conseils réitérés qui lui ont été donnés, l'administration communale de Wibrin s'obstine, depuis de nombreuses années, à payer un intérêt de 4 1/2 p. c. pour une somme de 22,000 francs, empruntés à un particulier de Bastogne, alors qu'une unité de 4 p. c., versée au Crédit communal, eût annullé considérablement la dette.

» Et c'est lorsqu'il se trouve dans une situation financière aussi difficile,

» aussi peu régulière, que le conseil communal de Wibrin a le courage de nous présenter un projet de chemins agricoles, à exécuter presque tous au chef-lieu, et dont le devis se monte à fr. 26,379.33 sans compter les ajour-nés, évalués à 3,500 francs. Par dessus le marché, d'aucuns voudraient encore, comme si cela ne coûtait rien, pousser à la demande d'un chemin de fer vicinal de Gouvy à Laroche, par Wibrin.

» Est-il étonnant, qu'au milieu d'un tel désarroi administratif, les conseillers et la population pour ainsi dire unanime de Nadrin-Ollomont et Filly, demandent, et avec juste raison, à sortir d'une union qui n'a que trop longtemps duré au grave détriment de leurs intérêts, et dont Wibrin, Achouffe et Mormont ne prescrivent pas le maintien.

» Aussi, je me plaît à espérer que le conseil provincial se prononcera pour la séparation, et que, plus tard, les Chambres législatives et le Roi accom-pliront œuvre de justice et d'équité en opérant un démembrement dont l'exécution sera aussi simple que facile et dont les suites seront, grâce à une gestion plus prévoyante, plus régulière et plus économique, grandement avantageuse à l'une et à l'autre commune. »

Tous ceux — en dehors de M. le Commissaire d'arrondissement — qui ont eu à examiner la question, ont jugé ces arguments décisifs et se sont rangés à l'avis de M. le député Maréchal.

C'est en ce sens que conclut M. Cawet, rapporteur de la 2^e section du conseil provincial du Luxembourg.

Cette dernière assemblée homologua unanimement ces conclusions par un vote du 5 juillet 1901.

M. Van Scherpenzeel-Thiim, juge de paix, dans un rapport du 28 janvier 1902 — rapport ratifié par M. le Procureur du Roi Nothomb, de Marche, le 29 janvier 1902, et par M. le Procureur général de Liège le 30 janvier 1902, — déclara ne faire aucune opposition à la séparation sollicitée.

L'autorité diocésaine et M. le Ministre de la Justice se prononcèrent dans le même sens.

Enfin M. le Ministre de l'Intérieur, en déposant le projet de loi sur le bureau de la Chambre, prouve qu'il juge la demande en séparation opportune.

Le démembrement proposé n'a soulevé aucune objection au sein de la Commission et celle-ci a l'honneur de proposer à la Chambre l'adoption du projet.

Le Rapporteur,

HENRY DELVAUX.

Le Président,

COUSOT.

(4)

(1)

(N° 172.)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 JUNI 1903.

Ontwerp van wet tot oprichting der gemeente Nadrin (provincie Luxemburg) (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER HENRY DELVAUX.

MIJNE HEEREN,

De wijken Nadrin, Ollomont en Tilly, afhangende van de gemeente Wibrin, vragen om van deze afgescheiden en tot afzonderlijke gemeente opgericht te worden.

De bevolking vroeg de splitsing bij herhaalde vertoogschriften, en op 9 September 1900 en 18 Juni 1901, verklaarde de Gemeenteraad zich daar eenparig voor.

In de onderzochte stukken is geen spoor te vinden van verzet tegen den wensch der inwoners, tenzij het verslag aan den Heer Gouverneur van Luxemburg gezonden door den heer arrondissements-commissaris te Bastenaken, dato 6 Mei 1901.

Belangwekkend is het echter te doen uitschijnen dat die achtbare ambtenaar de volgende punten vaststelt :

1º Voor de wegenis, werd het dorp Ollomont slecht bedeeld en in dat opzicht is eene vergoeding verschuldigd;

2º De gemeente Wibrin, verminderd zooals het ontwerp het voorziet, zou recht bezitten op het hakken van hout, waarvan de verkoopwaarde 320 frank meer zou bedragen dan de gewone uitgaven;

3º De nieuwe gemeente Nadrin-Ollomont-Tilly, zou recht bezitten op het hakken van hout, waarvan de verkoopwaarde 600 frank meer zou beloopen dan de gewone uitgaven;

4º Het grondgebied der wijken is duidelijk afgescheiden ;

5º Zij bezitten elk hare eigene goederen en bosschen ;

(1) Wetontwerp, n° 73.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Cousor, bestond uit de heeren HENRY DELVAUX, LORAND, MÉLOT, TROCLET.

6º Zij maken elk volledig ingerichte parochiën uit ;

7º Het zijn insgelijks volledig ingerichte schoolomschrijvingen ;

8º Voor grondgebied en bevolking zou de splitsing evengoed passen ; de nieuwe gemeente Wibrin zou 772 inwoners tellen, waaronder 195 kiezers, en eene uitgestrektheid hebben van 2,178 hectaren ; de gemeente Nadrin-Ollomont-Tilly, 498 inwoners, waaronder 113 kiezers, en een grondgebied van 3,482 hectaren ;

9º Het buurtwegennet is genoeg uitgebreid opdat de splitsing aan geene van al de wijken nadeel kan berokken ;

10º Al de vereischten tot het bestuur zou men in beide gesplitste deelen aantreffen in dezelfde mate als in andere gemeenten van dergelyken omvang.

In weerwil van die bedenkingen, besluit de Heer arrondissementcommissaris in dezer voegen :

« Met het oog op die verschillende punten, schijnt de splitsing, ik herhaal het, aannemelijk en ik zou er mij bij aansluiten, ware het niet om de hier van hoofdbelang zijnde geldelijke redenen en omdat het algemeen gevoelen daarvoor óf onverschillig, óf ongeneigd is.

» Om die redenen. Mijnheer de Gouverneur, ben ik vooralsnu tegen de scheiding en zal eerst dan van meening veranderen, wanneer de ondervinding bewijst dat het gemeenschappelijk bestaan onmogelijk is geworden en voor eene der betrokken partijen eene rechtsmistkennings is. zooals thans, volgens mij, ten onrechte wordt beweerd. »

De geldelijke toestand komt den heer Maréchal, lid der bestendige deputatie, belast met het onderzoek naar de vraag tot scheiding, gansch anders voor.

Hij acht dat de moeilijkheid voortspruit uit *een weinig billijk en tevens onbehendig beheer der zaken*, en daarover schrijft hij als volgt in een goed op redenen gestaafd en goed doordacht verslag :

« Op de begroting van 1900. geven de wijken Nadrin-Ollomont en Tilly een overschat van ontvangsten van fr. 8,818.79 of, op 18 frank na, het juiste bedrag van hetgeen thans verschuldigd is aan den aannemer die, in deze laatste jaren, hare meisjesschool bouwde. Welnu, de gemeente heeft zich dat geld toegeëigend, dat een gedeelte bevat van de toelagen, gestort voor het bouwen ; zij gebruikte het om, naar zij zegt, andere meer dringende schulden te betalen en de ongelukkige wijk, wier geld gereed lag doch niet tot zijne bestemming geraakte, betaalt den aannemer, sedert de goedkeuring van de werken, een jaarlijkschen interest van 5 1/2 t. h.

» Niettegenstaande herhaalde raadgevingen, betaalt het Gemeentebestuur van Wibrin bij voortdureng, sedert tal van jaren, 4 1/2 t. h. interest op eene som van 22,000 frank, aan een persoon van Bastenaken ontleend, terwijl eene jaarsom van 4 t. h., aan het Gemeentekrediet betaald, de schuld reeds merkelijk hadde afgelost.

» En juist dan wanneer de gemeenteraad van Wibrin in zoo een moeilijken en zoo weinig regelmatigen geldelijken toestand verkeert, heeft hij den moed ons een ontwerp voor te leggen van veldwegen, nagenoeg alle voor de moedergemeente, en waarvan het bestek fr. 26,579.35

» Ledraagt, ongeminderd de uitgestelde veldwegen, tot beloop van 3,500
 » frank. En boven dat alles, zouden sommigen nog, als of het niets kostte,
 » eene buurtlijn willen van Gouy op Laroche, over Wibrin.

» Is het dan te verwonderen, dat bij zulk een bestuurswarboel de raads-
 » leden en nagenoeg gansch de bevolking van Nadrin-Ollomont-Tilly
 » vragen, en wel te recht, om ontslagen te zijn van eene vereeniging die
 » maar al te lang duurde, ten grooten nadeele van hunne belangen, en
 » waaraan Wibrin, Achouffe en Mormont geen einde zoeken te stellen.

» Derhalve koester ik ook de hoop dat de provincieraad de scheiding zal
 » inwilligen en dat later de wetgevende Kamers en de Koning recht en bil-
 » lijkheid zullen plegen, door eene scheiding te verwezenlijken. zoo een-
 » voudig als gemakkelijk, en waarvan de gevolgen, dank aan een meer
 » vooruitziende, regelmatiger en zuiniger beheer, grootelijks voordeelig
 » zal wezen aan beide gemeenten. »

Buiten den heer arrondissements-commissaris, hebben allen die het
 vraagstuk te onderzoeken kregen, deze beweegredenen afdoende bevonden
 en met de meening van den heer Maréchal, bestendige afgewaardigde, inge-
 stemd.

Ook in dien zin besluit de heer Cawet, verslaggever der 2^{de} afdeeling van
 den provincieraad van Luxemburg.

Bedoelde raad bekraftigde eenparig die besluiten door eene stemming
 op 5 Juli 1904.

In een verslag van 28 Januari 1902 — goedgekeurd door den heer Procureur des Konings Nothomb, te Marche, op 29 Januari 1902, en door den heer Procureur-generaal, te Luik, op 30 Januari 1902 — verklaarde de heer Van Scherpenzeel-Thim, vrederechter, zich hoegenaamd niet te ver-
 zetten tegen de gevraagde scheiding.

Het bisdom en de heer Minister van Justitie uitten zich in denzelfden zin.

Ook de heer Minister van Binnenlandsche Zaken acht, in het verslag
 door hem ter Kamer overgelegd, dat de aanvraag om scheiding dient inge-
 wilgd te worden.

De gevraagde splitsing lokte hoegenaamd geene tegenwerping uit in den
 schoot der Commissie, die dan ook de eer heeft de Kamer voor te stellen
 het ontwerp goed te keuren.

De Verslaggever,

HENRY DELVAUX.

De Voorzitter,

COUSOT.